Reportage

Ex-Farc en Colombie : le difficile retour à la vie civile depuis l'accord de paix

Article réservé aux abonnés

Cinq ans après avoir rendu les armes, les anciens guérilleros poursuivent leur réinsertion. Entre difficultés économiques, violences persistantes et relation conflictuelle avec l'actuel gouvernement.



ANNE PROENZA

Le 9 décembre 2016, peu après l'accord de paix du 24 novembre entre l'Etat et les guérilleros des Farc, qui avaient accepté de rendre les armes. A l'époque, 55 gardes des Farc étaient venus jusqu'au village d'Icononzo pour effectuer le dépôt des armes et effectuer leur réintégration politique et sociale dans la vie civile. (Nadege Mazars/Libération)

par Anne Proenza, envoyée spéciale à Tierra Grata (Colombie)
publié le 29 novembre 2021 à 19h43

C'est un petit hameau appelé Tierra Grata où vivent environ 300 personnes, dont une centaine d'enfants. Pour y accéder, il faut passer un barrage militaire et emprunter un chemin accidenté qui grimpe le long d'une pente escarpée. Comme s'il fallait encore se protéger d'indésirables visiteurs. En haut, la vue panoramique permet de voir à des kilomètres à la ronde : des sommets enneigés de la Sierra Nevada de Santa Marta qui surgissent à 6 000 mètres d'altitude, aux crêtes rouges de la Serranía de Perijá qui cachent la frontière du Venezuela voisin, en passant par les maisons blanches de Valledupar, la capitale du département du Cesar (Nord), posée dans la vallée verdoyante. Signe particulier, les habitants ont presque tous deux noms : celui de l'état civil et leur nom de guerre, usé pendant des années dans la clandestinité et dont ils n'arrivent souvent pas à se débarrasser.

Car Tierra Grata n'a que cinq ans d'existence : c'est l'un des 24 Espaces territoriaux de formation et réincorporation (ETCR) issus de l'accord de paix signé entre le gouvernement colombien et l'ancienne guérilla des Farc, le 24 novembre 2016. A l'époque, les guérilleros étaient sortis de la forêt pour remettre leurs armes aux observateurs de l'ONU et commencer leur processus de réincorporation à la vie civile. Au total, selon la Mission de vérification des Nations unies en Colombie, ils sont encore environ 3 100 (sur 13 608 ex-combattants signataires de la paix) à vivre dans ces sortes de villages communautaires plus ou moins fonctionnels. Les autres s'étant dispersés en rejoignant les villes, leurs familles, leurs régions d'origine, alors qu'une poignée ont repris la clandestinité.

«Double discours» du gouvernement

«Il y a cinq ans ce n'était qu'une colline pelée», souligne Alexandra Martinez, 27 ans, originaire du village voisin de Manaure, en désignant les potagers communautaires qui s'alignent proprement le long des sentiers de terre, ou la crèche d'où s'échappent les babillements joyeux d'une douzaine d'enfants. *«C'est un autre monde, nous vivons de près la réconciliation»,* ajoute-t-elle. La vingtenaire a débarqué à Tierra Grata il y a trois ans pour collaborer à un court projet de la mairie de Manaure, et elle y est restée. Compagne désormais d'un ex-commandant des Farc et mère d'une petite fille de 2 ans, elle se sent *«utile»* et assez *«débordée»* : de la réunion de planning qui commence à 5h30 tous les lundis matin à l'organisation du recyclage des ordures, en passant par tous les travaux communs qui s'égrènent le long de la semaine pour tenter de sortir de terre ce nouvel espace de paix.

Ce jour de début novembre, justement, il y a assemblée générale. Une cinquantaine de personnes sont réunies dans la salle de bibliothèque, une des rares baraques à avoir l'air conditionné quand le thermomètre affiche 30°C dehors. Avec l'aide de deux intervenants des Nations unies, les ex-guérilleros planchent sur un projet de magasin d'outillage et de matériel de construction fonctionnant à travers une coopérative. Dans le public, on distingue Rodrigo Granda. L'ex-commandant de 72 ans, une des figures du parti Comunes (le nouveau nom du parti issu des Farc), fustige *«le double discours»* du gouvernement qui *«fait semblant à l'international d'appliquer l'accord de paix tout en le sabotant». «C'est à l'Etat de nous protéger»,* insiste-t-il, en évoquant les 296 ex-guérilleros tués dans tout le pays depuis le 24 novembre 2016.

«La mise en œuvre de l'accord de paix n'avance pas, les résultats sont faibles : nous continuons d'être stigmatisés, nous assistons au réarmement de groupes illégaux, les ressources assignées aux zones les plus affectées par le conflit sont utilisées par les vieux clans politiques, la redistribution des terres ne fonctionne pas et nous n'avons même pas de sécurité juridique», se plaint à

master en administration publique. C'est une des rares à avoir réussi, en cinq ans, à faire des études universitaires. De quoi décrocher un contrat – ponctuel – à la mairie de Manaure, où elle coordonne le bureau des femmes, du genre, de la diversité et du processus de paix. *«Ce qui avance ici à Tierra Grata, c'est grâce à notre autogestion»,* ajoute-t-elle.

Répression

En Colombie, la fuite en avant autoritaire

Amérique 30 mai 2021 abonnés

L'administration du président actuel Iván Duque (Centre démocratique, droite), qui a succédé à Juan Manuel Santos, le signataire de la paix, est certes obligée par la Constitution de mettre en œuvre un accord qu'il a longtemps combattu. *«Ce sont cinq ans d'accord de paix mais aussi cinq ans de "non"»,* résume Hans Blumenthal, directeur d'Evolución Caribe, une ONG financée par le ministère allemand des Affaires étrangères qui accompagne la réincorporation d'anciens combattants dans toute la région caraïbe. Il fait ainsi allusion au référendum sur la paix qui, en octobre 2016, avec une courte victoire du «non» (50,21%), avait presque fait capoter les négociations et obligé à remanier l'accord à la dernière minute avant sa signature finale. Signe de la complexité de la situation colombienne, ce sont donc les promoteurs du «non» à la paix qui gouvernent aujourd'hui le pays. *«Cet accord se maintient grâce à la volonté de ceux qui ont signé, et à l'aide de la coopération internationale»,* insiste Rodrigo Granda.

«Une génération privilégiée»

Tout cela, les enfants qui jouent dans la petite crèche colorée de Tierra Grata n'en ont cure. La pédopsychologue Irlena Camargo, qui vient s'en occuper tous les jours depuis Valledupar, se félicite : *«C'est une génération privilégiée, ce sont des enfants surprotégés et très désirés.»* Et pour Alexis Jose Oñate, adjoint au maire du village voisin de la Paz, les cinq années qui

ANNE PROENZA

souvient d'un *«passé barbare»,* en référence aussi bien aux exactions des groupes paramilitaires qu'au jour où les guérilleros ont assassiné le maire dans son bureau, en janvier 1997.

La violence n'a pas pour autant disparu. Et aujourd'hui, c'est Diego, 40 ans dont vingt dans la guérilla, qui reconnaît hésiter à sortir de l'ETCR pour vendre ses services de journalier agricole, comme il le faisait au début de la paix. Les ex-Farc ne sont pas les seuls à subir une recrudescence de la violence politique : plus de 1 000 leaders sociaux – des militants politiques, communautaires, luttant pour les droits humains, la défense de l'environnement ou la restitution des terres – ont été assassinés depuis 2016. Selon l'Institut d'études sur le développement et la paix, il existe actuellement en Colombie près de 90 groupes armés – mafias, guérillas diverses, paramilitaires – qui rassemblement près de 10 000 personnes. Les «dissidents» des Farc – qui ont refusé de signer l'accord de paix ou ont depuis repris les armes – n'en représentent qu'une petite partie.

Interview

Rodrigo Londoño : «Cet accord de paix n'est pas la propriété des Farc, mais celle des Colombiens»

International 15 sept. 2019

A Tierra Grata, la défection de l'ancien commandant Jesús Santrich, accusé par le gouvernement de faire du trafic de drogue (un montage selon ses anciens compagnons) puis tué dans la clandestinité au Venezuela, reste un traumatisme. Comme celle d'Iván Marquez, le chef négociateur de l'accord de paix, retourné dans le maquis en 2019. La plupart des ex-guérilleros rencontrés n'expriment, eux, aucune appétence pour le retour à la guerre. En catimini, certains regrettent toutefois de n'avoir plus d'armes pour se défendre face aux menaces, ou pleurent la perte d'un certain sens du collectif devant les adversités de la vie dans un pays où les inégalités sociales sont infinies. *«La guérilla était une organisation militaire. Une fois*

sa propre subsistance», souligne ainsi l'ancien commandant Marcos Martínez, qui dirige désormais la coopérative Coompazcol de l'ETCR voisine de Pondores (département de la Guajira).

Projets de coopératives

La survie économique et le manque d'opportunité constituent d'ailleurs une des plus grandes gageures du retour à la vie civile des anciens combattants. *«Avant, si on avait besoin de bottes, d'un uniforme, de savon, on demandait et ça finissait toujours par arriver»,* se rappelle Felix Arango, 63 ans, *«entré dans la guerre en 1988 parce qu'il n'y avait pas d'autre chemin»*. Les signataires de la paix ont beau recevoir chaque mois un peu moins du salaire minimum colombien (environ 200 euros, une allocation à la fois dérisoire et précieuse dans un pays où personne ou presque ne reçoit d'aide sociale), les fins de mois sont difficiles. Dans les ETCR, la plupart des anciens combattants ont élaboré des *«projets productifs»* collectifs, financés en partie par diverses agences du gouvernement et la communauté internationale. *«La coopérative est la forme la plus proche de notre lutte,* note Marcos Martínez, *mais il est difficile de rendre ces projets réellement viables.»* Pas si facile de vendre des tomates, du café, des œufs, des vêtements à des prix concurrentiels quand on débute dans l'économie de marché. *«Il faut les aider à s'assurer un avenir économique»,* souligne Hans Blumenthal, dont l'ONG soutient dix-neuf coopératives dans quatre départements.

A Tierra Grata, l'association Ecotours gère le petit restaurant du village, l'épicerie, un hôtel en construction et un campement où les touristes peuvent venir vivre comme les guérilleros d'antan pour quelques nuits au milieu de la nature et faire des randonnées pour observer les oiseaux. *«Mais on bosse, on bosse et on ne génère pas vraiment de revenus»,* déplore Germán Gómez, 58 ans dont trente dans la guérilla. Le représentant légal d'Ecotours ajoute en plaisantant : *«Dans la guérilla, on avait la télé satellite sans avoir besoin de la payer»*. Puis se reprend : *«Il y a des situations pires. La pauvreté a augmenté dans tout le pays.»*

ANNE PROENZA

John Albarrán, responsable de l'atelier de couture Tierra Grata Confecciones, montre fièrement ses machines à coudre et les chemises en cours de fabrication pour les Nations unies. Grâce à l'aide de l'ONG Evolución Caribe, il a pu cet été se rendre au salon Colombiamoda de Medellín, pour faire connaître son activité. Signe de la réconciliation en cours, John organise aussi un échange de formation avec un groupe de femmes de la région, victimes du conflit. Ce qui ne va évidemment pas sans douleur. Car si Blanca Angarita, 56 ans, vient apprendre à Tierra Grata certaines techniques de couture, elle cherche aussi toujours son fils, disparu en 2004. Enrôlé – de force ? – à 14 ans par la guérilla.

Colombie ONU

Dans la même rubrique

Fusillade dans un lycée américain : quatre élèves tués, sept blessés dont un enseignant

ANNE PROENZA

L'Empire State Building en bleu, blanc, rouge pour Joséphine Baker

Amérique 30 nov. 2021

Ex-Farc en Colombie : le difficile retour à la vie civile depuis l'accord de paix

Amérique 29 nov. 2021 abonnés

Xiomara Castro, une femme de gauche pour panser les blessures du Honduras

Amérique 29 nov. 2021

Le portrait du jour

Valérie Donzelli, sœur fou rire

ANNE PROENZA

© Libé 2021

Rubriques

Politique

International

CheckNews

Culture

Idées et Débats

Société

Environnement

Economie

Lifestyle

Portraits

Sports

Sciences

Plus

Forums

Archives

Services

S'abonner

Les Unes

La boutique

Contactez-nous

Donnez-nous votre avis

Foire aux questions

Conditions générales

Mentions légales

Charte éthique

CGVU

Protection des données personnelles

ANNE PROENZA

Où lire Libé?

Lire le journal

Les newsletters

Application sur Android

Application sur iPhone / iPad

ANNE PROENZA